

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 43 (1996)
Heft: 11-12

Rubrik: Voix Suisse romande

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

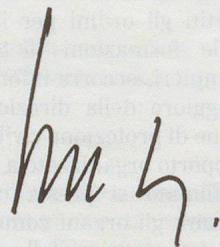
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Edito romand

Bilan d'un séminaire

Plus de 130 participants pour cette journée consacrée au «travail de relations publiques» dans la protection civile. Sujet brûlant, éminemment difficile à traiter, dans la mesure où le «produit» est difficile à vendre, notamment dans les médias. Que peut-on retenir d'une telle journée? Peut-être et surtout le fait que l'OFPC affiche la volonté avérée d'améliorer l'information et la formation à l'information à tous les échelons de l'institution. Bémol cependant, puisque cette volonté se fait jour précisément au moment où les finances sont dans tous leurs états. Il n'empêche que l'on peut faire beaucoup avec peu de moyens, pour peu que l'on dispose d'objectifs et de cibles identifiés; le discours peut être simple, à condition toutefois qu'il corresponde à la véracité des faits et au droit de savoir du public. C'était aussi l'occasion, pour l'OFPC, d'inaugurer officiellement la sortie de son manuel à l'usage de ceux qui travaillent à l'information au sein de la PCi. Une réussite. Et puis, pourquoi ne pas le dire, Willy Loretan, le nouveau président central de l'USPC, vivait son «premier» séminaire. En peu de mots, il a su tracer la route et rendre chacun sensible à l'importance de l'échange d'information, surtout à l'adresse du monde politique. A ce sujet, il a réaffirmé sa volonté de voir une USPC plus forte, plus cohérente et plus communicative. Du côté romand: c'est maigrelet. Seuls dix-sept participants avaient fait le déplacement de Schwarzenburg. Etonnant, non?

René Mathey



Perfectionner l'instruction

L'AILPCi «dope» les instructeurs volontaires

L'Association des instructeurs latins de protection civile (AILPCi) met sur pied depuis cette année des cours de formation destiné aux instructeurs volontaires. Au total ce seront plus de 200 personnes qui suivront cette formation durant l'année.

RENÉ MATHEY

La majorité des cantons romands utilisent des instructeurs volontaires, afin de compléter leurs effectifs de professionnels. Depuis quelques années, la protection civile avait constaté que si ses instructeurs étaient particulièrement performants pour tout ce qui touche à la matière technique, ils rencontraient parfois des écueils dans le domaine de l'animation des cours. La didactique dispensée à l'époque par l'OFPC n'était plus du tout adaptée aux modifications des mentalités, pas plus d'ailleurs que collant avec la réalité de la formation des adultes. La réforme 95 a mis l'accent sur les manquements dans ce domaine et le nécessaire a été fait afin de revoir toute la matière dispensée dans les cours. Or, si les professionnels dans le cadre de leur formation continue n'ont aucun mal à se recycler, il n'en est pas de même pour les volontaires. C'est là que l'AILPCi a vu un créneau permettant de donner un nouvel élan à l'association, mais surtout d'apporter une aide précieuse pour la mise à niveau de ces volontaires de l'instruction qui sont et demeureront précieux encore longtemps. Une autre originalité de la démarche réside dans le fait que le programme porte sur une durée de cinq ans et qu'il intéresse aussi les instructeurs à plein temps par le biais de journées d'activités particulières.

Soulignons encore que parmi les 39 participants du cours de perfectionnement de Gollion (deux Genevois, vingt Vaudois et dix-sept Valaisans) il y avait tout de même deux-femmes et pas loin d'une dizaine de semi-professionnels, voire professionnels de l'instruction.

Quant au système de «rétribution», poursuit André Christ, si les intervenants sont

en provenance de la Confédération (OFPC), ils sont rémunérés par l'Association; par contre, l'OFPC accorde un congé payé; pour les participants, ils ont droit à leurs indemnités de fonction comme à la carte APG ce qui signifie aussi que les cours sont subventionnés de manière classique. Les cours eux-mêmes se donnent dans les centres d'instruction cantonaux, mis d'ailleurs gratuitement à disposition des organisateurs. Pour cette année, il y aura eu un cours à Sugiez, un à Gollion et deux au Tessin.

Collaboration réjouissante

André Christ, le président de l'AILPCi, souligne que c'est grâce à la collaboration et à l'appui des offices cantonaux (chefs d'Offices et d'instruction) et de l'OFPC, notamment par l'intermédiaire de Marcel Gaille, que ces cours de perfectionnement ont pu être organisés. Il est à noter aussi que les cantons de Fribourg, Neuchâtel et Jura s'apprêtent à rendre ces cours obligatoires pour leurs instructeurs volontaires.

«Le concept qui a été mis en place, précise encore André Christ, avec les matières qui l'accompagnent, a été en grande partie proposé par les cantons.» Pour la mise en place, l'AILPCi s'est appuyée sur un groupe d'instruction présidé par Jean-Daniel Curchod. Composé d'instructeurs professionnels de la Confédération et des cantons, celui-ci a créé la matière permettant de répondre au concept défini.

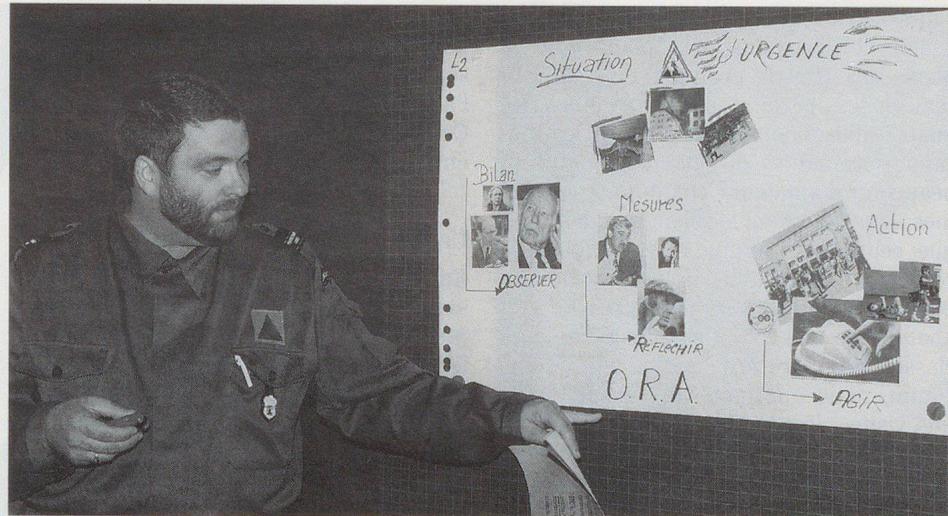
Apprentissage par la pratique

Sans entrer dans le détail des matières, les domaines touchés sont très divers et permettront de toucher en cinq ans, à raison d'un rythme annuel de deux jours, tout ce que doit connaître un instructeur volontaire. Par exemple, le premier jour est consacré au développement personnel, soit, processus de mémorisation avec les différentes zones de résistance à l'apprentissage, etc.

Il s'agira ensuite, pour les instructeurs, de perfectionner la présentation des cours qu'ils dispensent et d'imaginer des systèmes de présentation permettant de rendre les matières plus digestes, voire ludiques, pour les participants. Le deuxième jour est consacré aux bases légales, puisque, souligne encore André Christ, les instructeurs volontaires ne possèdent pas les lois. Ajoutons à ces bases théoriques une série d'exercices pratiques, destinés à se préparer à la conduite comme à perfectionner la systématique de travail.

En principe une ou deux conférences permettent aussi aux participants de connaître les partenaires de la PCi et d'autres

PHOTOS: RM-INFO, PULLY

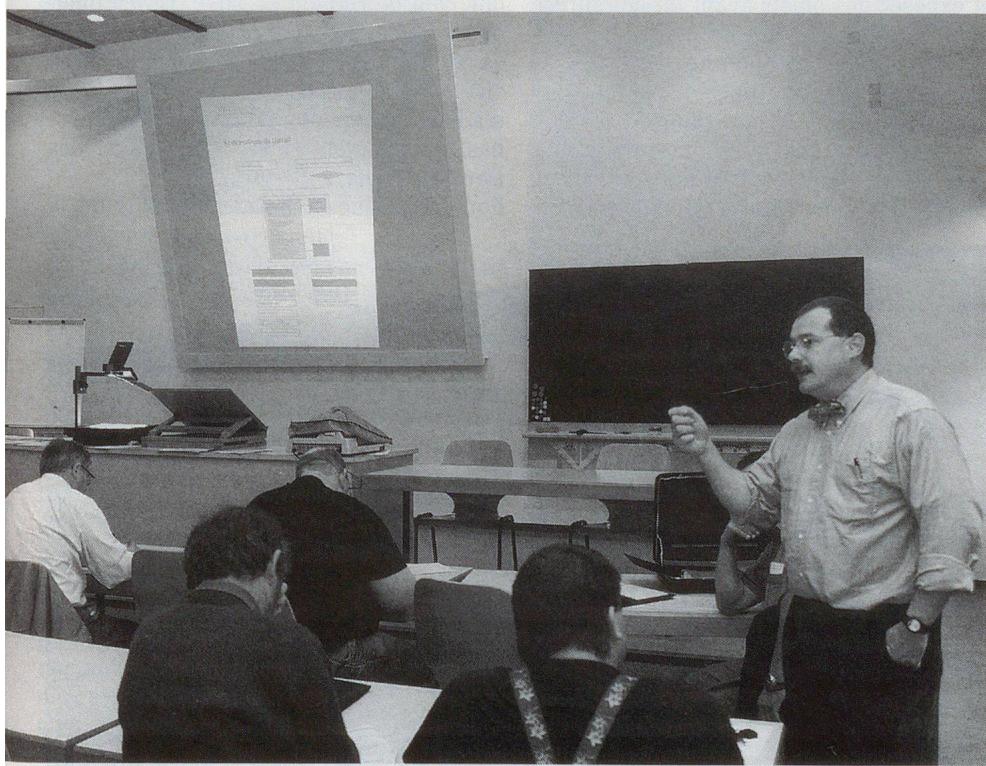


«...voilà comment on pourrait illustrer les attitudes à adopter en situation d'urgence...»

sujets de portée générale. Cette fois, par exemple, c'est le major EMG Landert qui viendra présenter les troupes de sauvetage et une autre conférence aura pour thème «La menace et les risques de conflits».

Point de vue d'une participante

Lutgarde Crépin, de Troistorrents, est instructrice à temps partiel à Grône depuis 1983 et le programme l'a littéralement séduite. «Ce que nous n'avions jamais abordé dans nos cours d'instruction était le sujet consacré au fonctionnement de son propre cerveau. J'ai maintenant l'impression que je pourrai mieux comprendre ce qui se passe dans la tête de l'autre à partir du moment où je comprends ce qui se passe dans la mienne», affirme Lutgarde



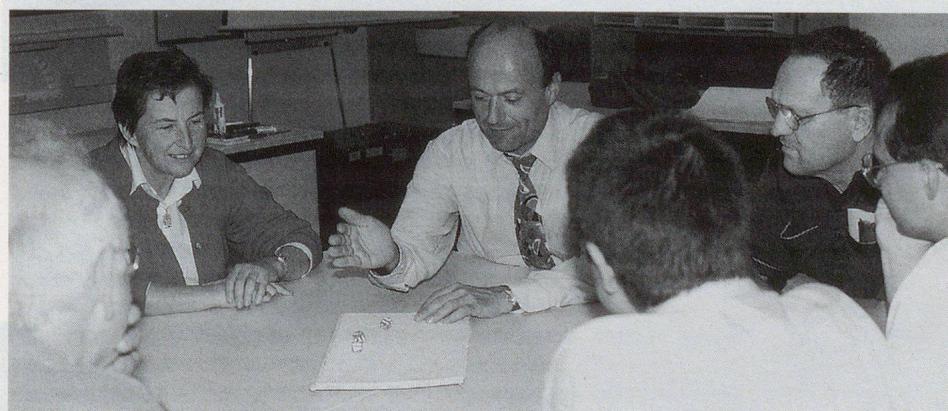
Edmund Arnold expliquant les mystères de la systématique de travail.



Lutgarde Crépin:
«J'ai décidé de m'engager à la PCI en 1983; alors je l'ai fait...»

Crépin. Enfin, le système de pensée qui est évoqué dans les différentes matières que nous abordons, et qui mettent en avant les images, fait travailler l'imagination et rend de ce fait les cours plus dynamiques et motivants pour les participants et les instructeurs.»

Mais qu'est-ce qui peut bien pousser une femme à s'engager à la protection civile? Pour Lutgarde Crépin, la réponse est simple. Il s'agissait de développer des contacts et de participer activement au concept de la PCI. Par contre, ce qu'elle regrette, c'est que la PCI ne mette pas plus l'accent, par le biais de l'information, sur tout ce que les femmes peuvent apporter à cette organisation et le rôle qu'elles peuvent y jouer. □



André Christ: «Alors, combien de trous et d'ours?»

Orbe, cité «pilote»

La PBC vaudoise met les bouchées doubles

rm. Depuis quelque temps, le Service cantonal de la PCi, avec l'aide de la responsable cantonale Michèle Grob, forme beaucoup de spécialistes qui seront, sous peu, aptes à réaliser les indispensables inventaires de sécurité. C'est René Lehmann, instructeur, qui dirige les cours de formation de ces spécialistes.

La protection des biens culturels a mis du temps à véritablement démarrer dans le canton de Vaud. Il faut dire qu'elle a des structures un peu compliquées (voir reportage dans *Protection civile* N° 4/96, p. 35) qui n'ont pas facilité sa mise en œuvre malgré l'insatiable travail de fond de la responsable cantonale Michèle Grob.

Finalement cela porte des fruits; la preuve: cette année, le canton de Vaud aura formé plus de septante spécialistes dans des

cours de trois jours. C'est la ville d'Orbe qui a été choisie comme ville pilote pour la phase du travail pratique que doivent réaliser les spécialistes. Très connues, les quatre maisonnettes qui abritent les mosaïques romaines d'Urba (Orbe) attirent beaucoup d'amateurs chaque année. Ces mosaïques ornaient le sol de huit des quelque cent pièces d'une très grande villa romaine, palais d'un riche propriétaire inconnu, construit vers 160 après J.-C., et abandonné vers 270. Ce lieu est d'ailleurs classé d'importance nationale. Moins connu, mais méritant sans aucun doute une visite, c'est le Musée pro-Urba. Situé au centre ville, fondé à la fin du siècle passé, transformé en association en 1923 il est maintenant constitué en Fondation Pro-Urba. Selon sa conservatrice, Vreni Segessmann, le musée souhaite conserver et exposer des objets ayant un lien direct avec la ville. Cela touche aussi bien des familles urbaines que des artisans et entreprises ayant participé au développement de la ville et de la région.

Le Musée possède aussi une admirable cave voûtée, dont l'entrée jouxte l'ancien chemin de ronde. Cette cave peut servir de

salle pour des événements particuliers. On peut même, sur demande, y faire torréfier son café, à l'aide d'une antique machine, à l'alchimie et au comportement mystérieux. Ce torréfacteur fait d'ailleurs bien des envieux parmi les collectionneurs.

Ce n'est pas du hasard

En fait ce n'est donc pas vraiment du hasard si la ville d'Orbe voit défiler depuis quelque temps des hordes pacifiques de futurs spécialistes en PBC. Apparemment banale puisque surtout connue pour sa fabrique de café (en poudre!) et ses établissements pénitentiaires, c'est pourtant un vrai bijou dont la visite, à pied, s'impose. D'ailleurs, la vieille ville et son temple, à l'aspect quelque peu austère, sont des objets classés d'importance nationale. Chaque coin de rue, ou presque, révèle quelques trésors. Par exemple l'hôtel de ville et sa fontaine, un peu plus haut, dominant la ville, un donjon avec sa tour, point d'orgue d'ailleurs du chemin de ronde. En contrebas, on pourrait encore citer l'hôtel des Deux-Poissons, le Prieuré, etc.

Pour ceux que la balade au bord de la



Le groupe prend les mesures de la cave du Musée d'Orbe.



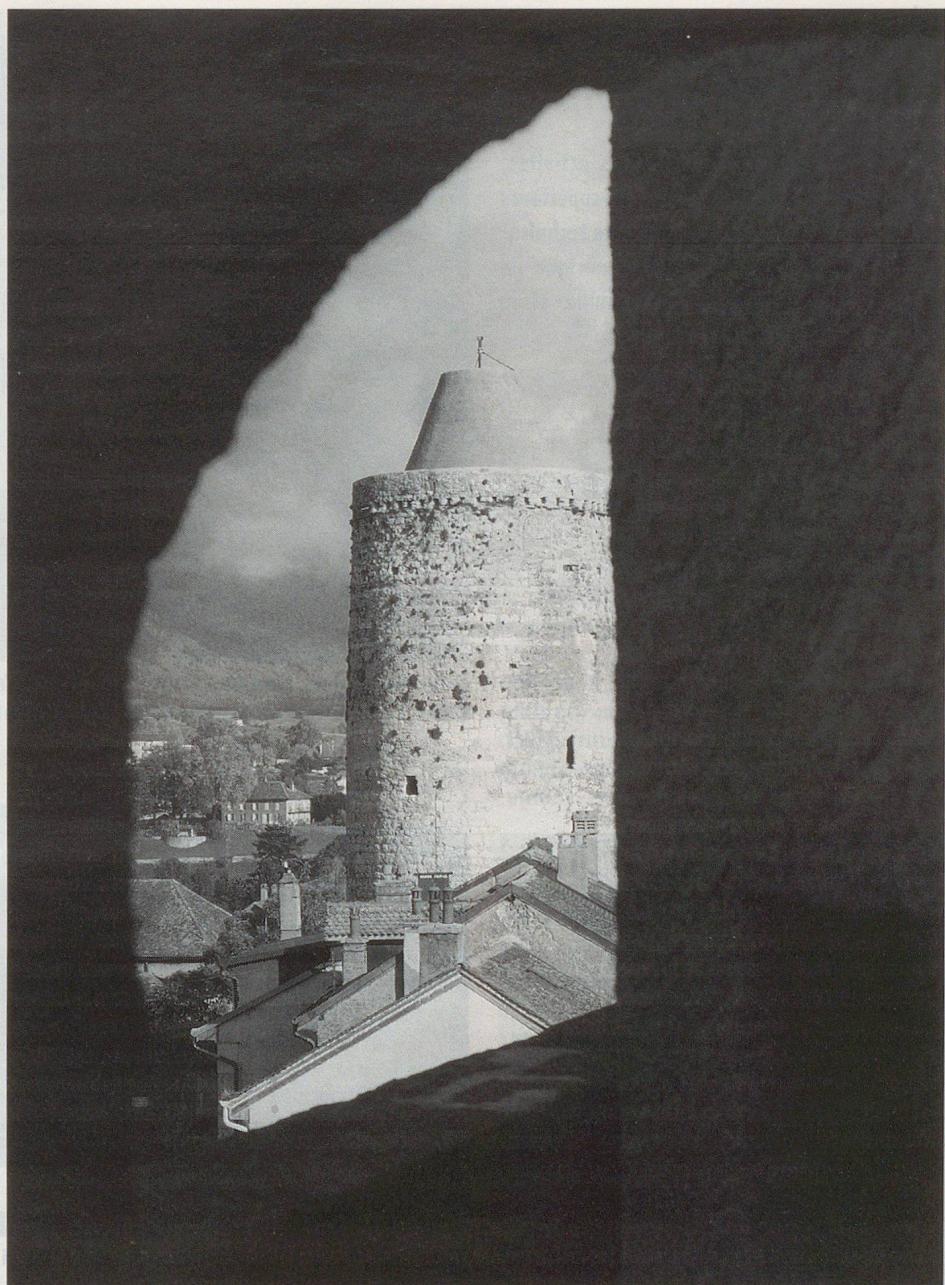
René Lehmann, instructeur:
 «C'est bien une cloche que vous avez devant vous, c'est-à-dire derrière moi...»

rivière (l'Orbe) tente, il y a encore quelques surprises: le site du Puisoir, le Pont sur l'Orbe et celui du Moulinet qui date de 1421.

Après cette courte visite destinée à l'apprentissage de la vue, les participants se rendent à l'église pour réaliser là encore un travail pratique consistant à dresser un inventaire de sécurité et à imaginer le type de mesure de protection que l'on pourrait prendre. Parler de la motivation des participants serait superflu tant le plaisir de la découverte se voit dans les yeux. Et c'est tant mieux.

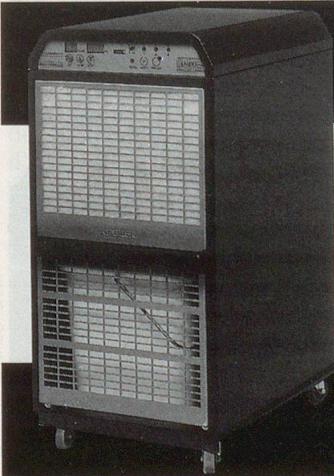


Coup d'œil sur la tour depuis le clocher de l'église.



PHOTOS: RMHINFO, PULLY

De l'humidité dans les abris?



- La nouvelle génération de déshumidificateurs d'air – automatiques, robustes, fiables
- 11 modèles pour toutes les applications
- Mesures gratuites de l'humidité
- Méthode éprouvée depuis plus de 60 ans

Krüger + Cie SA

1606 Forel VD, Téléphone 021/781 27 91

Münsingen BE, Grellingen BL, Gordola TI, Dielsdorf ZH, Weggis LU,
 Zizers GR, Samedan GR, Siebnen SZ, Degersheim SG

Envoyez-moi une information détaillée sur vos déshumidificateurs pour abris:
 Nom: _____
 Adresse: _____
 NPA/Localité: _____
 envoyer à: Krüger + Cie SA, 1606 Forel VD



KRÜGER

Parlons ciment

L'ACVCS «bétonne»!

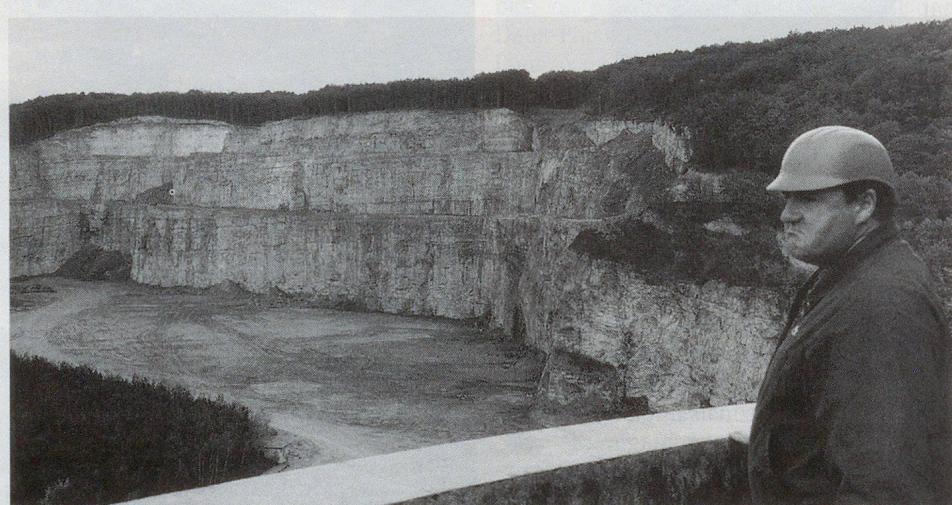
rm. Dans le cadre de ses multiples activités, l'Association vaudoise des cadres supérieurs effectue chaque année une sortie dite technico-culturelle. Cette année, c'est la Fabrique de ciment HCB qui était au programme et le Château de La Sarraz pour la culture.

«Depuis le temps que l'on parle des abris, plus exactement du bétonnage du pays, peu de nos membres savent comment on fabrique le ciment, explique Patrick Farjon, président de l'ACVCS. Le fait que le premier groupe de cimentier au monde soit établi dans le canton de Vaud, à Eclépens, était l'occasion rêvée de faire connaissance.»

Bon, pour les Vaudois, même si le groupe de cimentier appartenant à la holding Holderbank s'appelle aujourd'hui HCB, cela reste dans la mémoire comme l'usine des Chaux et ciments. Tout de même,



Devant le ruban transporteur, le groupe se fait expliquer le cheminement complexe entre l'extraction et la mise en sac du ciment.



Patrick Farjon: «Bouh! je me demande si j'ai bien fait de monter si haut...»



Changement de décor: le Salon de Dames du Château de La Sarraz.

Non, ce n'était pas un exercice; ils sont bel et bien restés coincés une heure dans l'ascenseur...

c'est impressionnant de constater que ce groupe HCB occupe quelque 40 000 personnes dans le monde, dont 2200 en Suisse et une bonne centaine à Eclépens. L'implantation est mondiale; l'Asie où l'on produit deux millions de tonnes par année est aujourd'hui un axe de développement important.

Mais alors pourquoi Eclépens? Cela s'explique facilement lorsque l'on connaît les ingrédients de base nécessaires à la fabrication du ciment. Sans parler des savants mélanges que requièrent certaines qualités spécifiques, il faut de l'argile et du calcaire. Voilà pourquoi la plupart des cimenteries sont implantées dans des régions calcaires, telle que l'Arc jurassien. Et c'est bien le cas d'Eclépens dont les bâtiments inaugurés en 1953 sont à côté de la mine de calcaire à ciel ouvert, et à un jet de pierre (si l'on ose dire...) de la colline recevant l'argile, située en face. Eclépens fabrique aujourd'hui, même si la demande a fortement baissé, crise du bâtiment oblige, environ 600 000 tonnes de ciment par an. On n'hésite pas à dire chez HCB que la Suisse est aujourd'hui en surcapacité. Par exemple, en 1989 on produisait encore 800 kg de ciment par personne et par an. Ce chiffre est tombé en 1993 à 660 kg.

L'écologie en sous-titre

L'image traditionnelle du cimentier n'est pas vraiment celle du paysagiste. Alors, depuis de nombreuses années, HCB fait de gros efforts, souvent d'ailleurs en collaboration avec des associations, pour être à la pointe de la lutte pour l'environnement. Lorsqu'un site est abandonné, il n'est pas livré à lui-même; il est soigneusement rendu à la nature souvent après d'importants travaux. A certains endroits, comme à la gravière de Hüntwangen, on voit maintenant de la vigne pousser.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, HCB cherche à ménager les ressources naturelles. La température très élevée des fours rotatifs permet de remplacer le charbon par d'autres combustibles: vieux pneus, boues d'épuration sèches ou déchets de plastique. Ainsi, à l'usine d'Eclépens, cette récupération permet de participer au chauffage à distance de deux villages. L'économie ainsi réalisée correspond à environ 1,8 million de litres de fuel. Dans le domaine des transports, environ 70% des livraisons de ciment s'effectuent par le rail.

En conclusion, le béton est bel et bien un produit important de notre civilisation et dont il convenait de faire mieux connaissance en visitant les installations d'Eclépens.



PHOTO: RMINFO, PULLY

Beaucoup de monde s'est intéressé au concept de l'hélicoptère médicalisé de la Sécurité civile genevoise.

Le Service hélicoptère genevois

REGA 15...

rm. Dans le cadre de sa sortie d'automne, l'AGEM (Association genevoise des états-majors), s'est intéressée à REGA 15, soit l'hélicoptère médicalisé de la Sécurité civile du canton de Genève.

Le Service hélicoptère de la Sécurité civile genevoise est rattaché au Département de l'intérieur, de l'environnement et des affaires régionales. Pour Jean-Charles Dédo, président de l'AGEM, il était intéressant de connaître un peu mieux ce service de secours hautement spécialisé. Plus de trente membres ont répondu présents et sont venus visiter cette base un peu particulière située dans le périmètre de l'aviation légère de l'aéroport de Cointrin, sous l'experte conduite de Roland Fornerod, chef de la base de Lausanne.

Pourquoi REGA 15

Même si cet hélicoptère ressort de la Sécurité civile du canton, un accord a été passé en 1983 avec la REGA pour une exploitation rationnelle de ce moyen de secours. Il faut dire aussi que la REGA, par la spécialisation de son système de secours, était de fait le partenaire idéal, puisqu'elle utilise le concept de l'hôpital volant et ceci 24 heures sur 24, 365 jours par an. Il s'agit donc bien d'une base REGA, qui répond non seulement aux missions traditionnelles de ce moyen de secours très connu,

mais encore permet un engagement et une collaboration avec des moyens ressortant typiquement de la Sécurité civile.

Les missions

La machine elle-même appartient à la société Eurocoptère. Elle est du type Ecureuil et son équipement est parfaitement adapté au secours dans toutes les circonstances. Son délai de décollage est de l'ordre de cinq minutes durant la journée et de trente minutes la nuit.

Toute l'organisation et la responsabilité médicale de l'hélicoptère ont été confiées en 1987 au département d'anesthésiologie de l'Hôpital cantonal universitaire de Genève. Ce qui garantit, pour chaque mission, l'aide d'un chef de clinique anesthésiste-réanimateur. Un sauveteur professionnel avec formation paramédicale et bien sûr un pilote sont les garants d'un secours rapide et d'un niveau médical de qualité.

Depuis 1983, l'Etat de Genève a signé un accord avec la France voisine, spécialement l'Ain et la Haute-Savoie, afin de porter des secours transfrontaliers sans problèmes de formalités, lors d'accidents graves au-delà des limites cantonales. Pour assurer une sécurité des secours optimum, l'hélicoptère de la base de Lausanne peut remplacer ou compléter les missions de celui de Genève.

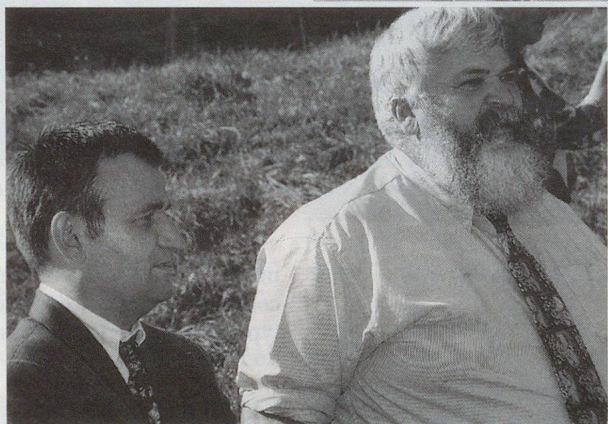
Le Service hélicoptère collabore également avec le Service d'incendie et de secours de la ville de Genève, le Service de sécurité de l'aéroport, les Centres de secours français, le groupement d'intervention des samaritains, le Cern et les chiens de catastrophe.

Une antenne suisse

Assemblée mondiale du CMS à Gollion

rm. Pour la première fois depuis sa fondation en 1972, le Corps Mondial de Secours a tenu son Assemblée générale hors de France. Quelque 150 personnes (les délégués et leur famille), en provenance de France et d'Allemagne ont fait le déplacement de Gollion.

Sous les yeux intéressés (de g. à dr.) de Michel Francheterre, président du CMS et de Paul Francheterre, chef technique.



Sans revenir sur le détail de la constitution du CMS et de son fonctionnement (voir reportage dans «Protection civile» N° 7/8 de 1992), il est peut-être bon de préciser que le stage de ce corps à Gollion, préparé et conduit par la PCi vaudoise, décide un certain nombre d'instructeurs vaudois à suivre le stage de formation de «technicien de catastrophe» à Pont-de-Pany en 1993. Cette collaboration débouche sur la création la même année d'une antenne suisse du CMS, basée à Gollion. Les échanges se poursuivent, puisque, entre 1993 et 1994, les membres du CMS suisse participent à des cours de sauvetage et de cadre en Allemagne. L'année suivante, une nouvelle



Thierry Crocci
commente
l'exercice
en direct...

Accompagné
du maître, le chien
découvre un blessé...

volée de volontaires participe aux stages de formation de Pont-de-Pany. En septembre 1995, le CMS et son antenne suisse se présente dans le cadre du Comptoir suisse, et se livre à des démonstrations fort appréciée du public.

Aujourd'hui, présidée par Jean-Louis Lovis, l'antenne suisse est forte d'une vingtaine de membres: un médecin, deux infirmiers et dix-sept techniciens. Ils sont tous aptes et prêts à intervenir, au nom du CMS, partout où l'on pourrait avoir besoin d'eux.

Un exercice d'envergure

Le point d'orgue de cette manifestation a été la mise sur pied d'un exercice combiné

monté par Thierry Crocci, chef technique de l'antenne suisse. L'idée consistait à montrer au travers de cet exercice les différentes unités et moyens dont dispose la Suisse en cas de catastrophe, et comment ceux-ci collaborent sur un même lieu.

C'est ainsi qu'on a retrouvé sur la piste de Gollion plus d'une centaine d'intervenants représentant les pompiers, la protection civile, les chiens de catastrophe, les sapeurs-pompiers, les ambulanciers, la Rega ainsi qu'une section de l'école de recrues des troupes de sauvetage de Genève. Une exposition de matériel utilisé par les différentes unités a permis aux délégués du CMS de satisfaire une légitime curiosité.

NEUKOM 

Mobilier pour centres de protection civile

études et projets, fabrication

H. Neukom SA
8340 Hinwil-Hadlikon
Téléphone 01 938 01 01



Les pionniers de la PCI le dégagent...



Le groupe de sauvetage de l'armée vient à la rescousse...



PHOTOS: RMINFO, PULLY

Als Mitglied

des Schweizerischen Zivilschutzverbandes erhalten Sie die Zeitschrift **«Zivilschutz»** gratis nach Hause geliefert!

Verlangen Sie doch ganz einfach einige Probenummern der Zeitschrift **«Zivilschutz»** sowie Unterlagen über den Schweizerischen Zivilschutzverband.

Coupon einsenden an:
SZSV, Postfach 8272, 3001 Bern

Ja, ich möchte einige Probenummern der Zeitschrift **«Zivilschutz»** sowie Unterlagen über den Schweizerischen Zivilschutzverband.

Name: _____

Vorname: _____

Strasse, Nr.: _____

PLZ, Ort: _____

Telefon: _____